C1000 381
E724
NDI/C
E724
001

" Si la problématique du pastoralisme était posée en terme de sécurisation tout d'abord;"

COMMERCIALISATION ET SECURISATION DU PASTORALISME

Par

CHEIKH MBACKE NDIONE
ISRA SAINT-LOUIS
BP 240 SAINT-LOUIS

décembre 1993.

Unecaractéristique constante dupastoralisme sénégalais est l'instabilité du système induite par la cyclicité climatique. Après chaque période de sécheresse, déficit fourrager et hydrique causent de multiples pertes aux pasteurs et un manque à consommer aux populations.

Certains préconisent, pour lutter contre ces pertes, la commercialisation des animaux susceptibles de ne pas pouvoir effectuer **"la traversée du désert".** Les prix offerts suivant la loi de l'offre et de la demande découragent ce qui veulent adopter cette proposition.

Ceci est d'autant plus vrai, qu'en période de séchéresse, les revenus ruraux baissent entrainant une stagnation de la demande en bétail et en viande ou sa baisse. Pendant cette même période, on note une augmentation importante de l'offre en bétail se traduisant par une tendance généralisée à la baisse des prix aux producteurs.

Les pasteurs se trouvent ainsi **"coincés entre le marteau et l'enclume".** Sans complémentation une partie du troupeau sera perdue; les revenus potentiels tirés des ventes sont si dérisoires qu'ils n'incitent pas à la vente. En fin de saison sèche les pertes en bétail rapportées sont importantes, Ces pertes subies, par les pasteurs doivent être analysées sous un angle plus général et moins zonal. Elles intéressent autant le monde pastoral que la société sénégalaise toute entière.

D'où l'intérêt de mettre en place un système de commercialisation ayant pour objectif de sécuriser le pastoralisme en accroissant ses capacités de survie, Comment organiser un tel système de commercialisation est une question capitale pour le pastoralisme permettant en plus de trouver une solution au destockage?

Comment restructurer le présent dispositif du sous-secteur élevage pour gtteindre cet objectif, constitue la réflexion que veut susciter ce document de travail?

Avant de se pencher sur l'organisation d'un nouveau système de commercialisation à vocation spécifique, il y a des réformes à faire du côté de la production afin d'harmoniser les approches.

Comment une fois ces dispositifs réaménagés, amener le système de commercialisation à faire une contribution satisfaisante à la sécurisation du pastoralisme?

Pour aborder cette question, un rappel de l'organisation de la filière bétail/viande est utile.

1. L'organisation de la filière traditionnelle

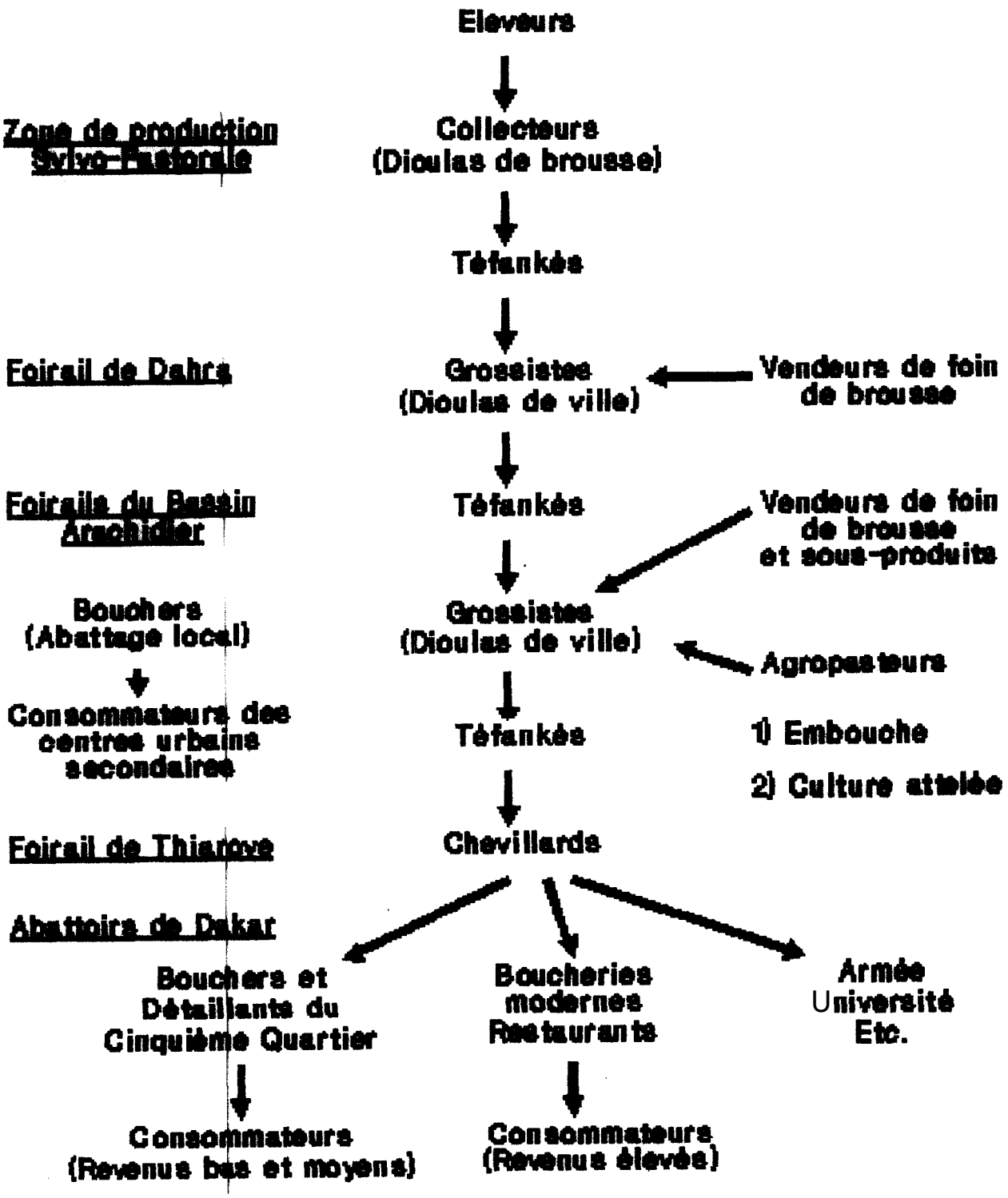
Il existe un système traditionnel de commercialisation du bétail et de la viande. A côté de ce dispositif traditionnel, l'état à créé une filière "moderne" pour remplir une mission de promotion de l'élevage (SODESP / SERAS).

Comme l'indique le diagramme, la filière traditionnelle part des points de collecte primaire pour se terminer au niveau des zones de consommation. On a l'habitude de la décomposer en maillons pour la comparer à une chaîne.

- Les points de collecte primaires sont, dans le cas de la moitié nord du Sénégal, les points d'eau de la Zone sylvo-pastorale. Ils sont caractérisés par leur dispersion ralentissant la vitesse de collecte et le cycle des liquidités. Les participants à la commercialisation qui fréquentent ces zones sont les dioula de brousse qui sont souvent de la zone. La procuration ou l'acquisition du bétail se fait le plus souvent à crédit avec une avance variable.

- Les animaux ainsi achetés et rassemblés sont acheminés vers les foirails de rassemblement dont les deux principaux sont Dahra et Mbar. Ces foirails sont le point de rencontre entre dioula de brousse

Figure : Organigramme de la Filière Bétail-Viande (axe Dahra-Dakar)



et cieux venant des villes, Cette rencontre s'organise sous l'oeil vigilant du **tefanke.** Pour acquérir le bétail, autant la vente à crédit qu'au comptant est pratiquée, Des **emboucheurs** du Bassin arachidier viennent s'approvisionner en bétail maigre dans ces foirails.

Après viennent les foirails de transit et d'approvisionnement en bétail destiné à l'abattage. C'est le cas des foirails de Mbacké, Diourbel, Bambey et de Toubatoul. De manière saisonnière, ces foirails sont aussi le lieu de vente des bovins engraissés. La consommation de viande dans ces villes secondaires est relativement faibles (moins de 5 carcasses par jour)

L'activité importante d'embouche qui s'y mène, confère à la filière traditionnelle une pseudo-stratification et un potentiel appréciable en terme de stabilisation des prix du bétail. Ceci **est, important pour notre approche, nous y reviendront plus tard.**

Les zones de consommation ferment la boucle; La ville la plus représentative se trouve être Dakar avec sa demande en viande bien segmentée (consommateurs aisés ou pauvres). C'est le terrain de prédilection de la vente à crédit et des litiges qui lui sont attachés. Dan$ leur quasi totalité les politiques sont élaborées pour résoudre les problèmes d'approvisionnement des grandes villes. En terme de participants, on rencontre les; dioula de ville, les tefanke locaux et les chevillards.

Cette filière comporte une sphère réelle que nous venons de décrire et des services jouant des fonction de facilitation. C'est le cas des abattoirs et des inspections régionales chargées de protéger la santé humaine.

2. L'organisation de la filière moderne

Le modèle le plus achevé de cette filière est représenté par la Sodesp, Cette filière a le même point de départ, à savoir les points de collecte primaire appelés **zones de naissage.** La Sodesp y organise la production, y fournit le crédit et achète la production de ses éleveurs encadrés.

Le modèle est basé sur la stratification de la production de viande avec: ses zones de naissage (zone sylvo-pastorale), de réélevage (Doli) et d'embouche (Keur Massar). Le tout est complété par un atelier de la distribution. Dans les zones de naissage, l'innovation consiste à transformer la structure du troupeau traditionnel en une structure de type naisseur. Les animaux dits Improductifs sont réformés et destockés vers les zones de réélevage où ils continuent leur croissance jusqu'à l'âge de trois ans pour alors subir une embouche de type industriel. Il s'est créé dans ces zones un marché du veau relativement critiqué (DERAMON et al.; 1984).

C'est l'état sénégalais qui a mis en place un tel modèle pour tenter de se substituer à la filière traditionnelle qui, à l'époque, étajit considérée comme incapable de répondre aux signaux de marché. Ce n'est pas exagérer de considerer l'expérience Sodesp comme n'ayant pas atteint ses objectifs.

La finesse conceptuelle est sans commune mesure avec les résultats qui ont été décevants si on considère le peu d'efficacité à se substituer à la filière traditionnelle (moins de 5% de l'offre globale de viande à Dakar). Le modèle végète à l'heure actuelle parce que, entre autres, il ne prend pas en compte les aspirations des pasteurs qui n'ont pas eu leur mot à dire et il a des charges: de structures élevées.

Rappelons que dans le modèle de départ, la Sodesp prévoyait de collaborer! avec les emboucheurs du Bassin arachidier. Ce partenariat n'eut jamais lieu pour des raisons non explicitées.

3. Les contraintes de la commercialisation du bétail et de la viande

Le plus souvent, les contraintes identifiées au niveau de la commercialisation se répercutent en zones de production pour y limiter les performances et les possibilités. C'est le cas de l'intensification tant souhaitée et qui tarde à se faire pour des raisons liées à la commercialisation. Ces contraintes ont pour nom:

- le pouvoir d'achat faible des populations urbaines et rurales qui rend la demande instable et saisonnière. Cette situation limite les possiblités d'intensification tout en maintenant un prix peu incitatif pour faire de la viande de qualité. En effet, le marché de la viande de qualité risque d'être vite saturé par une intensification massive non accompagnée d'une baisse des coûts de production ;

- les liquidités insuffisantes au sein de la filière qui se traduisent paf un recours à l'achat à crédit. La vitesse de rotation de l'argent à l'intérieur de la filière est réduite entrainant ainsi la baisse des bénéfices potentiels. Si les bénéfices anticipés restent non révisés, la compensation ne peut se faire que s'il y a augmentation du loyer de l'argent donc des taux d'intérêt élevés, Ceci se traduit par des prix au consommateur plus élevés et insupportables pour ces derniers.

- Les défauts et retards de paiement assez courants constituent une hémorragie temporaire ou permanente de liquidités. Ils favorisent la vente à crédit qui s'accompagne de taux d'intérêt élevés et d'insécurité dans les placements.

- l'absence d'un cadre adéquat pour gérer, prévenir et solutionner les retards et défauts de paiement. L'unique mode de gestion est représenté par le tefanke qui ne semble pas doté de pouvoir juridique pour exercer efficacement sa tâche.

- l'absence de mécanismes performants de stabilisation de prix qui se traduisent en période de détresse en une situation Précaire des producteurs et surtout des pasteurs. L'essentiel de la valeur ajoutée est capté par les participants autres que les producteurs.

Malgré les résultats mitigés de l'intervention de l'état, le pastoralisme a besoin de plus d'état pour assurer sa sécurisation. /Une intervention mieux organisée de l'état et de bailleurs de fonds est indispensable pour matérialiser les réorientations nécessaires. Car d'un point de vue conceptuel, d'énormes progrès ont été réalisées dans le cadre d'approches pluridisciplinaires et participatives. Pour ainsi dire, nous sommes aujourd'hui mieux armés pour conduire une politique de promotion du pastoralisme.

L'utilisation complémentaire des potentialités de chacune des filières pourrait être à l'origine de solutions partielles à la sécurisation du pastoralisme, Le contexte économique de la filière est à évaluer pour s'assurer que la différence des prix dues à la saisonnalité et à la qualité peuvent soutenir la nouvelle stratégie.

4. la tendance des prix au cours de l'année

Une caractéristique constante du marché de la viande est représentée par les variationss saisonnière des prix(figure# 1). On remarque une augmentation marquée des prix de juin à septembre, suivie d'une baisse modulée entre septembre à mars. Entre ces deux périodes contrastées, des variations de faibles amplitudes sont notées.

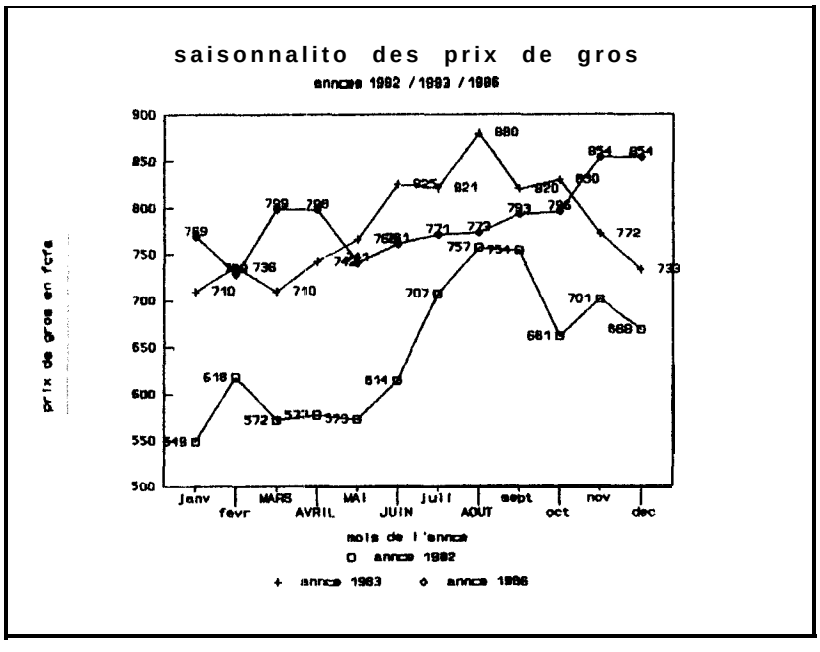
Entre mars et juillet, les prix ont augmenté de 11% par mois en 1986. En 1983[1], année où les prix de la viande ont été les plus élevés, dette augmentation n'a été que de 4% par mois pour la même période. Ceci montre que la saisonnalité est plus marquée en période de sécheresse à cause de la baisse accentuée des prix entre octobre et mai.

L'explication la plus acceptée pour ces variations saisonnières est la baisse importante de l'offre liée au fait que les animaux amaigris deviennent incapables de faire le trajet de commercialisation. Pendant ce temps les bovins issus de l'embouche paysanne sont présentés sur le marché de la viande de qualité. Pour ne pas perdre leur marché les chevillards sont disposés à payer des prix élevés.

On note une tendance à la hausse des prix des animaux capables de parvenir aux centres de consommation à cette hausse s'ajoute la prime payée pour la qualité de la viande provenant d'embouche, rendant ainsi la moyenne des prix enregistrés plus élevée que d'habitude.

FIGURE 1

tendance des prix de la viande bovine



[1] 1983 a été précédée d'un excellent hivernage alors que 1986 était une année très sèche.

Après cette période, les évènements religieux expliquent l'augmentation de la demande qui entraine **une hausse** légère et fugace des prix.

FIGURE 2

Evolution des prix en gros de la viande en francs constants.

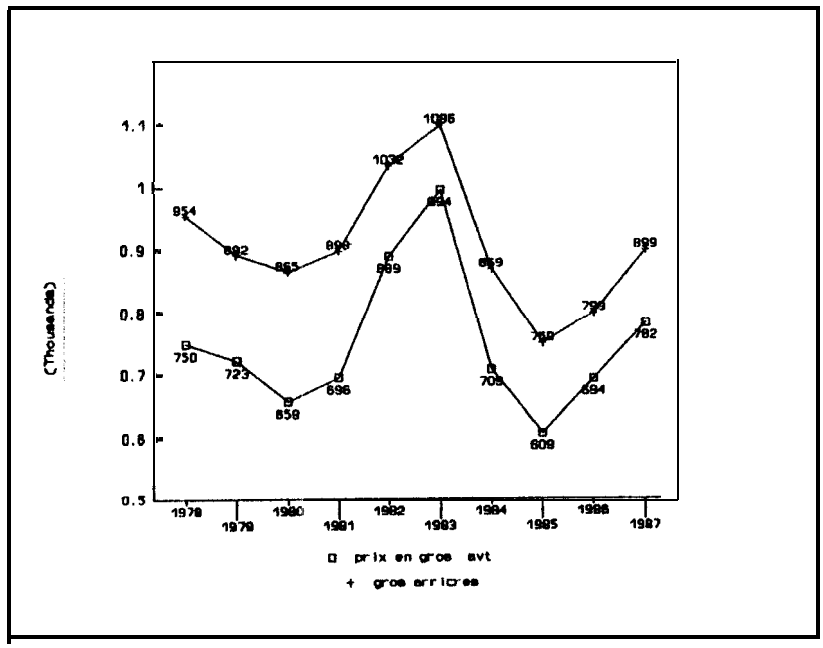
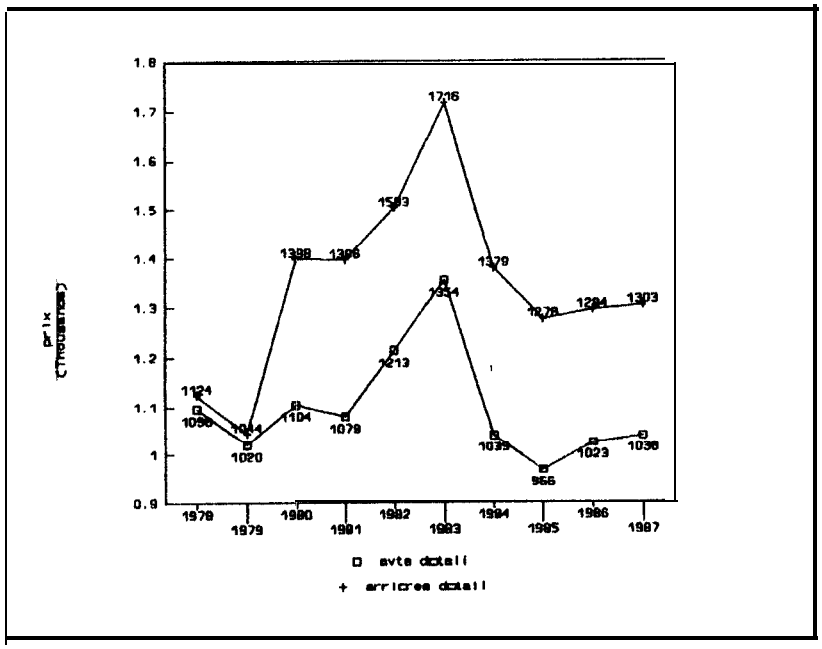


FIGURE 3

Evolution des prix au détail en francs constants.



La prime payée à la production de meilleure qualité explique l'écart entre les prix des avants et des arrières de boeuf (figure 3)Elle explique aussi les différences importantes de prix entre les mois de l'année plus marquées encore en période de sécheresse,

La forte saisonnalité de l'offre et **la** prime payée pour la qualité semblent pouvoir servir de soubassement économique à un **ystème** de commercialisation ayant pour objectif de sécuriser le pastoralisme.

5.La pseudo-stratification dans la filière traditionnelle

La SODESP a toujours voulu utiliser un modèle de développement de l'élevage s'appuyant sur la stratification des productions animales. Le Sénégal fut alors découpé en zones de naissage, de réélevage et d'embouche selon les vocation et les dotations en 'ressources des zones identifiées.

La zone sylvo-pastorale représente la zone de naissage, bien que peu différent d'un point de vue de la dotation en ressources et du système de production, Doli fut érigé en zone de réélevage. Le Cap-Vert, actuellement région de dakar, obtient la vocation d'embouche parce que plus proche des centres de consommation.

A ce découpage artificielle dans la filière moderne, se superpose une subdivision dans la filière traditionnelle en **sytème** pastoral et agro-pastoral reflétant une réalité **stratégique.** La zone pastorale s'adonne au naissage et au réélevage en exploitant ses vastes étendues mieux valorisées par l'élevage extensif.

La zone agro-pastorale pratique l'embouche pour valoriser ses sous-produits agricoles, ses revenus agricoles et sa main sous utilisée en période de saison sèche. Les emboucheurs de

cette zone reprennent les bovins maigres des zones pastorales pour en faire après embouche des bovins gras très prisés sur le marché de Dakar.

Comparé au modèle SODESP, on note bien une pseudo-stratification[2] de la production de viande. Cependant, ce modèle traditionnel possède une superiorité économique sur celui de le SODESP, parce qu'elle a peu de charges de structure.

Le modèle traditionnel tire son réalisme du fait qu'il cherche à exploiter le différentiel de prix dû à la saisonnalité. Par ce biais, il est plus stabilisant des prix que ne l'est le modèle SODESP. En effet les emboucheurs achètent au moment ou les prix tendent à baisser et soustrait temporairement de l'offre les animaux achetés pour vendre au moment où les prix tendent à grimper. Avec des quantités produites suffisantes ce modèle permet de stabiliser les prix au producteur et au consommateur.

Batir un modèle à l'image de la filière traditionnelle offre plus de sécurité car il a déjà été éprouvé. Mais en plus il procure cette avantageuse situation de pouvoir réduire les charges de structure. Ce modèle crée des emplois non salariés et en affermit les stratégies endogènes (NDIONE, 1990) comme le révèle l'étude de l'embouche paysanne.

6. RESTRUCTURATION DU DISPOSITIF GLOBAL

Le modèle traditionnel, pris ici comme une référence, pèche par son déficit financier qui peut être, en partie, comblé en restructurant le dispositif étatique et non gouvernemental d'intervention dans le sous-secteur de l'élevage. Pourquoi réformer un pareil dispositif?

---

[2] Nous parlons abusivement de pseudo-stratification par rcomparaison au modèle SODESP mettant plus l'accent sur un marche du veau en zone de naissage.

Le constat général est que la majeure partie des fonds alloués aux projets n'atteint pas les cibles pourtant bien identifiées. Les opinions convergent pour dénoncer les charges de structures très importantes des projets.

Une évaluation globale des projets (ayant pour objectif la promotion du développement rural) révèlerait un manque de coordination flagrant. Le deuxième constat serait la mise en évidence d'objectifs souvent communs ou complémentaires qui auraient dû justifier la création d'un cadre de concertation qui, hélas, n'existe pas. Il est aujourd'hui reconnu que le pastoralisme a besoin d'un cadre de concertation et de coordination pour pouvoir profiter des ressources qui lui sont allouées de façon optimale.

Le dispositif d'intervention restructuré doit avoir les caratéristiques suivantes ; c'est qu'il doit être :

- flexible et léger,
- rapproché, coordonné et concerté,
- harmonisé en recherchant la complémentarité à la place de la concurrence,
- composé de maillons spécialisés dans des fonctions bien définies,
- économique, sûr (moindre risque), transparent (sûr) et non partisan.

Pour réduire les charges de structure, le nouveau dispositif doit s'appuyer sur le modèle traditionnel auquel il apportera le financement sous forme de crédit de production et le support organisationnel et relationnel.

'7. SPECIALISATION ET COMPLEMENTARITE DES APPROCHES

Les interventions en milieu pastoral sont, de manière évidente, multiples et multiformes. Dire qu'il y a un déficit de coordination n'est pas une exagération ni une observation non fondée. Ces critiques exigent comme correctif une prise de mesures allant dans le sens d'une harmonisation et d'une spécialisation par fonction. Deux grandes fonctions viennent à l'esprit à côté de la gestion de l'espace pastorale :

la sécurisation du pastoralisme et

l'incitation à l'entrepreunariat pastoral.

La sécurisation du pastoralisme passe :

par une augmentation de la flexibilité du système en favorisant et organisant **la** mobilité. Cette organisation peut s'appuyer sur le création de zones-refuges et leur aménagement en vue d'accueillir les troupeaux excédentaires des zones déficitaires. De nombreux pasteurs mettent plus, sous le compte de la soif que de l'inanition les pertes importantes en bétail. Ceci indique que la sécurité dans l'accès à l'eau est une priorité ;

par la protection des ressources disponibles grâce a une' lutte plus efficace contre les feux de brousse parce que plus **basée** sur la prévention et la mobilisation des entités socio-economiques ;

par la mise en place d'un système de commercialisation efficace qui participe, à côté du système traditionnel, en tant que acheteur de dernier ressort, pour stabiliser les prix en période de ventes forcées;

par la mise place d'une structure chargée de gérer les animaux destockés dans le cadre d'un processus d'embouche, si besoin est, en partenariat avec les agro-pasteurs du Bassin arachidier ;

par la recherche de débouchés pour le nouveau système de commercialisation.

L' incitation à l'entreprenariat pastoral peut s'appuyer:

sur la jeunesse pastorale pour mener à terme des projets de production associés à une stratégie de gestion et de conservation des ressources naturelles.

sur la formation par l'action dans les centres dotés en infrastructures. C'est la reprise de l'idée de création de vitrines au sein des centres de recherches zootechniques.

sur l'implication de néo-pasteurs qui vont s'insérer, au sein du monde pastoral, dans des créneaux peu exploités mais intéressants (embouche herbagère cf. NDIONE; à paraître).

Pour y arriver, il faut des démarches harmonisées assignant aux différents intervenants une spécialisation précise dans les différentes fonctions recensées comme prioritaires, Comment procéder pour arriver à cette fin?

recenser les différents intervenants auxquels il est assigné une mission de promotion du pastoralisme de manière directe ou indirecte ;

faire une matrice des fonctions remplies par les intervenants ;

identifier les fonctions qui se recoupent,

évaluer les capacités individuelles des intervenants à mener à terme cette mission ou à remplir ces fonctions ;

spécialiser les intervenants dans la mission où ils ont accumulé le plus d'expérience ;

transférer les fonctions secondaires à l'intervenant apte à les mener à terme ;

restructuration des intervenants pour limiter leur **"staff" administratif et de gestion afin de diminuer les charges de structures.** Ceci a pour but d'éviter d'utiliser le prétexte du pastoralisme pour créer des emplois non pastoraux.

Prenons un exemple concret :

Le PSA ou projet Sénégalo-allemand, **la** SODESP (Société de développement de l'élevage en zone sylvo-pastorale) et le P.AP.EL.(projet d'appui à l'élevage) interviennent en zone sylvo-pastorale. Si le principe de spécialisation et de transfert de missions est accepté, des possibilités s'offrent pour une plus grande opérationnalité des interventions.

Le PSA a acquis une bonne expérience en matière de gestion et de restauration des écosystèmes pastoraux. Ce projet a aujourd'hui abandonné la notion limitative de charges fixes pour explorer d'autres voies. Ce projet regroupe des compétences en matière d'élevage, de foresterie, d'alphabétisation et de sociologie pastorale. Il est, cependant, limité en compétences em matière d'organisation de la commercialisation et d'entités socio-économiques.

Le P.AP.EL , qui vient de voir le jour, possède des compétences en matière de santé et de production animale dans le Bassin arachidier et la Zone sylvo-pastorale, Il est entrain de tisser des relations solides avec les services de l'hydraulique pastorale. Son volet recherche d'accompagnement est si imposant qu'il peut prendre en charge les problématiques des autres.

La SODESP possède une longue expérience de commercialisation du bétail et de la viande et de recherche de contrats de livraison de la viande. Elle a une expérience de gestion du ranch de Doli qui lui confère un rôle de gestion et de valorisation de zones refuges. Elle peut aussi prendre en charge les problèmes de stabilisation du marché du bétail et de la viande. Elle dispose d'une bonne équipe technique pour la réparation des forages et la lutte contre les pares-feux,

La spécialisation de ces différents intervenants a pour but de repenser le dispositif d'intervention en milieu pastoral afin de coordonner et rendre complémentaire les approches.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. BA, cheikh. Les Peulhs du Sénégal. Etude géographique. Thèse de Doctorat d'etat Université Paris VII.

2. BARRAL, Henry. 1982. Le ferlo des forages : Gestion ancienne et actuelle de l'espace pastoral. Dakar : Orstom, 1982, 85 p.

3. BEHNKE, R. H. 1992. Rethinking range ecology: implications for rangeland management in Africa. Issues Paper. ODI/IIED.

4. DERAMON J. et al. 1984. Evaluation de l'élevage bovin dans la zone sahélienne au Sénégal. Ministère des relations extérieures. Coopération et développement, Paris.

5. DIONE M. 1987. Note de synthèse concernant les recherches menées à la station de Mbiddi. ISRA/DAKAR.

6. DIONE M. 1990. La foresterie au Ferlo du début du siècle à nos jours. Résumé historique.ISRA/DAKAR.

7. FREUDENBERGER, M. S. 1988. Etude de l'état des connaissances en matière de désertification.CRDI/DAKAR.

8. FREUDENBERGER, M. S. 1991. Losing, protecting the gum arabic tree. Constaints to the emergence of local level resource management in Northern Senegal. Land Tenure Center. University of Wisconsin.

9. FEUNTEUN, L. M. 1955, L'élevage en A.O.F., son importance économique et sociale. Les conditions de son développemnt et de son amélioration. Rev. Elev. Méd. Vét. des Pays Trop. pp 137-162.

10. GUEYE, 1. S. 1973. Valorisation du cheptel bovin en Zone Sylvo-pastorale. Doc. ronéo. SO.D.E.S.P, Dakar. 27 p.

11. GUEYE, I.S. 1982. De la pénurie de la viande bovine sur le marché de Dakar. Note technique # XIX, SODESP.

12. GROSMAIRE. 1957. Eléments de politique sylvo-pastorale au Sahel sépégalais. Service des Eaus et Forêts. Saint-Louis, 18 fascicules. 1093 p. rénéo.

13. HOROWITZ,, M. 1986.. "Ideology, policy and praxis in pastoral livestock development" in Anthropology and Rural Development in West Africa. Edited by Michael HOROWITZ and Thomas M. PAINTER. Boulder : West view Press.

14. ISRA/CRDI. 1991. L'éclatement et la multiplication de points d'eau comme base de l'aménagement d'aires pastorales de forage. CRZ-DAHRA.

15. NDIONE, C. 'M. 1985. Structure et fonctionnement de la commercialisation des bovins et de la ivande bovine: exemple de l'axe Dahra-Dakar. Mémoire de titularisation. ISRA/BAME.

16. NDIONE, C. M. 1990. Aspects stratégiques et financiers de l'embouche paysanne en milieu serer du Baol. ISRA/BAME.

17. NDIONE, C. M. 1991. Les sources de revenus monétaires dans l'aire pastorale du forage de Mbiddi.ISRA/CRDI.

18. NDIONE, C. M. 1992. Ruptures dans les stratégies traditionnelles et problématique de gestion des ressources naturelles en Zone Sylvo-pastorale. ISRA/BAME.

19. NDIONE, C. M. 1992. Réhalilitation de l'élevage pastoral.ISRA/BAME.

20. TOURE, 0. 1987. Une société pastorale en mutation sous l'effet des politiques de développement. Les peul du Ferlo du début du siècle à nos jours. Etudes et travaux de l'USED n° 8.

21. TOURE 0. 1990. Les sociètes peul du Ferlo : continuité, changements et menaces. MDR/CSE.

22. SANTOIR, C. 1983. Raison pastorale et politique de développement : les Peuls sénégalais face aux aménagements. Paris. ORSTOM, travaux et documents.